

Lire et Ecrire en campagne contre l'État social actif



Pour la troisième année consécutive, Lire et Ecrire a décidé de consacrer sa campagne de sensibilisation du 8 septembre à dénoncer les exclusions de plus en plus fortes que vivent les personnes en difficulté avec l'écrit dans de nombreuses sphères de la société, et principalement celles de la formation et de l'emploi. Un choix qui s'inscrit dans notre volonté d'informer et de faire prendre conscience au grand public en quoi les politiques d'activation actuelles sont souvent incohérentes, et particulièrement surréalistes pour les personnes peu qualifiées ou en situation d'analphabétisme.

Par Cécilia LOCMANT

CHAQUE 8 SEPTEMBRE, Journée internationale de l’alphabétisation, Lire et Ecrire lance une grande campagne médiatique pour rappeler la persistance de l’analphabétisme et l’urgence d’en combattre les causes et d’y apporter des solutions. Habituellement centrées sur un message proche de notre mission – le droit à l’alpha pour tous, la prise en compte de l’analphabétisme au sein des services publics, la nécessité de changer de regard envers les personnes analphabètes, etc. –, ces campagnes ont élargi leur propos à d’autres réalités socioéconomiques (le marché de l’emploi, les politiques de l’État social actif,...). L’objectif étant d’expliquer en quoi les doubles identités qui peuvent être aliénantes – être activé et analphabète, être en recherche d’emploi et analphabète, être en formation et analphabète – complexifient la donne et multiplient les injustices.

Double exclusion sur le marché de l’emploi

Le premier virage amorcé dans cette direction remonte à 2013 et à notre campagne qui prenait comme angle d’attaque la double exclusion sur le marché de l’emploi des personnes analphabètes. Si nous ne mettions pas spécifiquement le doigt sur les contraintes qui poussent les gens à entrer en formation, même si elles étaient déjà à l’œuvre..., nous dénoncions déjà la logique hypocrite de l’État social actif. Trois slogans provocateurs servaient de levier à notre communication : « *Du boulot ? Qui cherche trouve !* », « *Si tu veux bosser, y’a qu’à...* » et « *L’avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt !* »¹.



¹ Voir : www.lire-et-ecrire.be/Journee-internationale-de-l-1275

Ce que nous voulions mettre en évidence, c'est le fait que pour les personnes en difficulté de lecture et d'écriture qui recherchent un emploi (mais sans doute aussi pour d'autres), il est faux d'affirmer que seule la volonté compte pour dénicher un travail, ou qu'il suffit de se lever tôt pour mettre toutes les chances de son côté, ou encore que chercher de l'emploi c'est en trouver. Car, simplement, le plein emploi c'est fini.

Nous dénonçons les politiques de mise à l'emploi qui ignorent cette réalité et font peser la responsabilité du chômage sur bon nombre de personnes sans emploi. Une dénonciation des conséquences de l'activation des demandeurs d'emploi analphabètes... qui, par contre en amont, sont envoyés en formation par Actiris ou le FOREM... pour augmenter leurs chances de trouver ensuite cet hypothétique emploi. Lire et Ecrire le constate depuis longtemps, l'accès à l'emploi est encore plus difficile pour les personnes en difficulté avec la lecture et l'écriture. Même si ces personnes ont de nombreuses compétences pour exercer un travail, celles-ci ne sont en général pas reconnues, ni validées. La société actuelle est une société où l'écrit est de plus en plus incontournable et, au travail comme ailleurs, les exigences en matière de lecture et d'écriture sont à la hausse. Mais, aujourd'hui, le problème n'est plus là. Ce qui a changé, c'est que les exigences de qualification à l'embauche augmentent de manière souvent infondée, sans lien véritable avec le travail demandé, si bien que les processus d'exclusion envers les personnes en difficulté de lecture et d'écriture se renforcent. C'est cette injustice que nous dénonçons avec force à travers notre campagne.

Accès à la formation de plus en plus difficile pour certains publics

En 2014, au lendemain des élections du 25 mai, la campagne suivante allait travailler sur le même terreau, les dérives de l'État social actif, en estimant capital de rendre visible notre détermination à défendre les enjeux de l'alpha, et en réitérant l'une des revendications phares que nous pointions dans notre

cahier de revendications² : la possibilité d'accueillir tous les publics en demande de formation, quels que soient leur statut, leur origine ou leur projet.

Que constatons-nous à ce moment ? Qu'une partie de notre public arrivait en formation sous la contrainte alors qu'une autre partie ne parvenait pas ou plus à s'y inscrire. C'est sur cette question que nous interpellons le grand public via le slogan « *L'Alpha a les boules !* », et invitons l'ensemble du secteur à nous rejoindre pour un grand rassemblement public le 8 septembre autour de la dénonciation des nouvelles politiques d'activation³.

8 SEPTEMBRE. JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

L'ALPHA A LES BOULES !

NOUS DÉNONÇONS
l'exclusion de plus
en plus forte que
subissent certaines
CATÉGORIES
d'adultes qui
veulent apprendre
à lire et à écrire.

- ❖ parce qu'ils ne sont pas demandeurs d'emploi,
- ❖ parce qu'ils ne sont pas primo-arrivants,
- ❖ parce qu'ils ont plus de 50 ans,
- ❖ parce qu'ils n'ont pas de moyen de transport,
- ❖ parce qu'ils n'ont pas de crèche pour leur enfant.

Ils ne pourront bientôt **PLUS** entrer en formation !

Suivre une formation d'alphabétisation est un droit.

Chaque personne qui le souhaite doit pouvoir exercer ce droit quel que soit son statut, son origine ou son projet.

NOUS DÉFENDONS
une société
solidaire et une
alphabétisation
de qualité
pour **TOUS**.

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

POUR NOS CONTACTS: www.lire-et-ecrire.be/lesboules

WWW.LIRE-ET-ECRIRE.BE

© 2014 - 4, Place du Grand Théâtre 1000 Bruxelles

2 Cahier de revendications de Lire et Ecrire en vue des élections fédérales de mai 2014, téléchargeable : www.lire-et-ecrire.be/Cahier2014

3 Voir : www.lire-et-ecrire.be/Journee-internationale-de-l-1141

Ce fut un succès puisque plus de 1.000 personnes (travailleurs, apprenants, sympathisants) de Lire et Ecrire et des associations du secteur de l'alphabétisation (Collectif Alpha de Bruxelles, Funoc de Charleroi, Déclic Emploi de Tournai, L'Envol d'Andenne, etc.) ont répondu à notre appel pour partager publiquement une inquiétude commune face au danger de la 'catégorisation' de notre public⁴.

Une demande qui augmente, alors que l'offre est déjà saturée

Lors de cette campagne, nous mettions en garde tout particulièrement contre les impacts des politiques d'activation (en matière de chômage et de revenu d'intégration sociale) sur le secteur déjà saturé de l'alphabétisation. C'est ce qu'expliquait, chiffres à l'appui, la directrice de Lire et Ecrire Communauté française, Sylvie Pinchart, à la presse⁵ : « *Globalement sur quatre personnes qui demandent spontanément d'entrer en formation, une personne n'y trouvera pas de place*⁶. On constate qu'il y a un emballement au niveau des politiques publiques qui cherchent toujours à rendre obligatoire la formation alors qu'il n'y a pas de place. » Ce qui sur le terrain conduit à des situations absurdes telles celles de certaines personnes qui se trouvent contraintes de suivre une formation qu'elles n'ont pas demandée, alors que d'autres, pourtant volontaires, n'entrent plus dans les catégories prioritaires définies par les politiques publiques et ne peuvent donc en bénéficier.

Lors de cette campagne, nous mettions également en exergue les aberrations liées aux modifications du code de la nationalité et aux nouveaux décrets régionaux de parcours d'accueil pour les primoarrivants, bientôt en application. Depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 du nouveau code de la nationalité, les personnes qui demandent la nationalité belge doivent en effet prouver leur connaissance du français ou du néerlandais, par exemple

⁴ Nous entendons par là que les personnes ne sont plus admises en formation sur base de leurs difficultés en français oral ou écrit, mais sur base d'un statut particulier : chômeur, bénéficiaire du revenu d'intégration sociale, primoarrivant, etc.

⁵ **Journée mondiale de l'alphabétisation : les formations sont saturées en Belgique**, 8 septembre 2014, <http://info.catho.be/?p=58092>

⁶ L'enquête 2010 de Lire et Ecrire dénombrait 16.551 personnes en formation auprès d'opérateurs du secteur de l'alpha et 5.000 refusées (soit près d'1 demandeur sur 4).

via des tests de lecture et d'écriture⁷, tandis que les décrets concernant les primoarrivants ont notamment comme volonté de permettre aux étrangers récemment arrivés en Belgique de suivre des cours de français⁸. Ce qui va inévitablement amener de nouveaux publics vers l'alphabétisation et les cours de français langue étrangère.

Conséquence : une lutte des places dont certains feront les frais

Parmi les conséquences prévisibles de ces politiques, le risque est grand que des associations comme la nôtre soient obligées d'abandonner des actions de formation en cours, et donc des personnes qui se sont déjà investies dans un processus de formation, pour 'faire place' à ces nouveaux publics. Et cela, le plus souvent, au détriment de personnes plus éloignées de la formation en raison de leur exclusion sociale, économique ou culturelle. Aujourd'hui, l'interrogation reste grande quant aux moyens financiers qui seront disponibles pour ouvrir de nouvelles places dans le contexte actuel de restrictions budgétaires. L'offre n'augmentant pas, le risque est donc important qu'un public chasse l'autre...

Dans l'interview déjà citée⁹, Sylvie Pinchart poursuivait : « *On manque d'éléments d'évaluation de l'impact des politiques d'activation sur les publics faiblement scolarisés. On sait qu'il va y avoir un certain nombre de chômeurs qui vont être exclus du chômage mais nous n'avons pas les statistiques sur la ventilation de ces populations suivant leur niveau de diplôme. On ne sait pas combien de personnes n'ont pas obtenu leur CEB.* » Ces personnes se retrouveront donc, sous contrainte administrative, à suivre des formations qui ne seront pas nécessairement adaptées à leurs besoins. « *Il y a un gâchis au niveau des moyens publics* », constatait-elle. Et elle concluait : « *Essayons*

7 Voir : Sylvie-Anne GOFFINET, *Le Code de la nationalité de 2012 : une politique qui rend l'accès à la nationalité impossible pour les personnes analphabètes*, www.lire-et-ecrire.be/code2012-1

8 Voir : Anne GODENIR et Aurélie STORME, *Intégration et maîtrise de la langue dans la perspective du nouveau décret de la Région wallonne*, téléchargeable à la page : www.lire-et-ecrire.be/ja196

9 Voir note 5.

de réfléchir à la façon d'utiliser ces moyens publics autrement pour accompagner correctement les nombreuses personnes que l'on côtoie quotidiennement sur le terrain et qui sont en recherche de solutions.» En 2015, nos craintes semblent se confirmer puisque, comme le rapportait *La Libre Belgique* du 5 mars dernier¹⁰, « au 1^{er} janvier, 16.368 demandeurs d'emploi ont été exclus ; pour l'ensemble du mois de janvier, ils sont 18.432 ; et leur nombre va continuer à croître mois après mois ». Parmi eux : 66,5% de Wallons et 17,9% de Bruxellois ; 41,4% de 30-40 ans, 24,6% de 25-30 ans et 19,5% de moins de 25 ans ; une majorité de femmes (63,3%), et une majorité de cohabitants (56,2%) mais aussi 29% de chefs de ménage¹¹. L'impact pour une grande part (évaluée par l'ONEM à 97%) de la limitation des allocations d'insertion à 3 ans, mesure prise par le gouvernement Di Rupo en 2011 et dont les effets ont commencé à se faire sentir au 1^{er} janvier de cette année.

Des parcours surréalistes

Avec notre campagne 2015, pour la troisième année consécutive, nous poursuivons dans la même optique en mettant en scène, sous forme d'un film d'animation, le parcours particulièrement 'surréaliste' d'une apprenante. Obligée de jouer le rôle de 'bonne demandeuse d'emploi' sur un marché du travail quasi désertique, elle doit se battre à armes inégales ou se soumettre à des consignes absurdes entraînant des va-et-vient et des incohérences dans son parcours de formation.

Le scénario a été construit à partir de témoignages d'apprenants que nous avons recueillis et dans lesquels nous avons prélevé des séquences qui démontrent de quelle façon ils se retrouvent coincés par des mesures absurdes.

¹⁰ Laurent GÉRARD, *Chômage : 18.000 exclus en janvier, dont 2/3 de femmes*, in *La Libre Belgique*, 5 mars 2015, p. 7.

¹¹ Les données ventilées par niveaux d'études des chômeurs sanctionnés dans le cadre de l'activation ne sont quant à elles plus disponibles actuellement. Le rapport annuel 2007 de l'ONEM était en effet le dernier à mentionner ce type de données. Elles avaient permis de mettre en évidence le caractère discriminatoire de ces sanctions. À partir du rapport 2008, et jusqu'au dernier paru (2013), les statistiques diffusées par l'ONEM n'ont plus comporté un tel indicateur.

Rosa

Voici  Elle a 31 ans.
Rosa a des difficultés de lecture et d'écriture.

Elle vient de perdre son emploi.
Elle est conseillée et accompagnée pour rechercher du travail ...
Ou bien une formation ?
Ou l'un puis l'autre !
Ou l'inverse ...

Regardez le film de Rosa sur notre site et proposez une idée, votre idée, pour changer le destin de Rosa.

 

www.lire-et-ecrire.be/rosa
#alphabétisation

(L'histoire de Rosa est inspirée de faits réels racontés par des personnes en formation en alphabétisation)



8 septembre, Journée internationale de l'alphabétisation

Illustration: Philippe de Witte - www.illustra.be
Photos: Lisa - www.illustra.be
Logo: Lire et Écrire - www.lire-et-ecrire.be

Nous montrons d'une part que la direction dans laquelle cette apprenante aimerait s'engager n'aboutit pas, et d'autre part que la direction dans laquelle les différents organismes publics chargés 'd'aider' les chômeurs la poussent la fait tourner en rond. Ce parcours pensé pour et sans elle est rendu plus complexe encore du fait de ses difficultés de lecture et d'écriture.

Ce qui arrive à cette apprenante a été volontairement non situé (on ne sait pas où elle habite) car ce type de scénario se passe aussi bien en Wallonie qu'à Bruxelles. Nous avons choisi de montrer le parcours d'une apprenante et nous lui avons donné un nom à consonance francophone, mais nous aurions pu tout aussi bien retracer le parcours d'un homme et choisir un nom d'origine étrangère.

Le générique précise que l'histoire racontée s'inspire de faits réels, d'expériences vécues par de nombreux apprenants, jeunes, vieux, belges ou pas, hommes et femmes. Une voix off (c'est l'acteur Eric de Staercke qui nous a prêté sa voix) raconte étape par étape ce parcours stylisé par les techniques du film d'animation.

La projection du film, réalisé par l'atelier Graphoui, servira de fil rouge ou de support à des matinées débats organisées dans chaque régionale de Lire et Ecrire ce 8 septembre 2015. La campagne y sera présentée au large public en présence de représentants du monde journalistique (notamment les télévisions communautaires), des associations d'alpha, des acteurs de formation, des syndicats et des institutions régionales de l'emploi. Comme chaque année, un set de table reprenant des images du film sera largement diffusé en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il invitera chacun à visionner ce court-métrage sur notre page de campagne (page Facebook et site¹²) et à proposer une solution, 'sa' solution, très pragmatique ou rêvée, pour changer le destin de cette apprenante.

Cécilia LOCMANT

Lire et Ecrire Communauté française

¹² www.lire-et-ecrire.be/Campagnes